31ème congrès
Union Départementale des syndicats Cgt-Force Ouvrière du Morbihan

Présidé par Cyrille LAMA

Secrétaire confédéral

au Secteur de la Presse et de la Communication

ADOPTÉ A L'UNANIMITE DES PRÉSENTS
À LA COMMISSION ADMINISTRATIVE
DU 21 FEVRIER 2022

Vannes. Les agents des Finances publiques inquiets pour les missions, implantations, emplois…

Une soixantaine d'agents étaient rassemblés ce jeudi 14 mars 2019, devant le siège des Finances publiques du Morbihan à Vannes. Ils dénoncent les suppressions d'emplois, le transfert de missions et emplois vers les collectivités territoriales…

« Toutes les réformes s'articulent avec une refonte complète de notre réseau. »

L'intersyndicale des Finances publiques est inquiète. Et, en ce jeudi 14 mars 2019, c'est à une journée d'action nationale que les agents étaient appelés. À Vannes, devant le siège départemental, boulevard de la Paix, ils étaient une soixantaine d'agents pour dénoncer des **« suppressions d'emplois à l'horizon 2022 jamais atteintes puisque l'on évoque le chiffre de 50 000 dont plusieurs milliers dans les Finances publiques »** . Les syndicats évoquent ainsi des créations d'agences comptables en interne aux collectivités locales et qui se traduiraient par un transfert des agents pour une durée de disponibilité de trois ans **« avant qu'ils ne soient obligés de choisir entre le statut de la collectivité ou un retour dans les Finances publiques.**

L'État veut, en fait, transférer le coût des agents vers les collectivités. Au final, ce sont des suppressions d'emplois masqués ! » De là à y voir une mobilité forcée, il n'y a qu'un pas franchi par les agents. **« On s'achemine rapidement vers une dégradation des services aux usagers, une extension du numérique pour remplir les missions… »**

Ouest-France 14 mars 2019

Morbihan. Finances publiques : des élus manifestent avec les syndicats à Auray

La grève de ce lundi 16 septembre a été reconduite pour mardi 17 septembre par vote en début d'après-midi. Une nouvelle manifestation aura lieu à Ploërmel (Morbihan) à 10h. Une nouvelle assemblée générale décidera ensuite si le mouvement doit se poursuivre mercredi 18 septembre. |

Près de 400 personnes ont participé au rassemblement départemental ce lundi 16 septembre 2019, contre la réforme des finances publiques à Auray (Morbihan). Dont une trentaine d'élus bien décidés « à mettre la pression ».

« C'est bien que les élus aient enfin pris conscience de l'importance de la réforme », lâche Patrick Ravache, représentant du syndicat Force ouvrière, micro à la main. Ce lundi 16 septembre, près de 400 personnes ont participé au rassemblement départemental contre la réforme des finances publiques à Auray (Morbihan). Parmi les manifestants, des agents, des usagers, des syndicats, mais surtout des écharpes tricolores. « Il y a deux mois, aucun élu n'était là », rappelle Yannick Le Sausse de Solidaires. Leur soutien change la donne.

«L'heure est grave»

Car, comme l'a rappelé Philippe Le Ray, président d'Auray Quiberon Terre Atlantique : « L'heure est grave. » Dans le Morbihan, douze trésoreries risquent de disparaître. Le centre des finances publiques d'Auray est menacé de disparition. Et les agents pourraient être dirigés vers les villes centres du département, à savoir Lorient, Vannes et Pontivy. « La réforme va passer quoi qu'il arrive, estime Philippe Le Ray. Mais on peut encore changer des choses au niveau de chaque département. » Les syndicats aussi l'ont bien compris. L'appui des politiques locaux peut être un levier de poids.

Un maintien de 40 à 60 personnes à Auray

Côté mobilisation, le rassemblement départemental est une réussite. « Aujourd'hui, le centre des finances publiques est fermé. La quasi-totalité des agents participe à la grève », se félicite Christophe Rissel de la CGT. Une pétition est à la disposition des manifestants. Elle a déjà obtenu 1 200 signatures. Cet engouement a poussé les élus à se mobiliser. Et déjà l'esquisse de premiers résultats apparaît. « Pour Auray, il est prévu un maintien, sur place, d'un service entre 40 et 60 personnes », pose Joseph Rochelle, maire de la commune. Une bonne nouvelle si elle vient à se confirmer.

Les syndicats, eux, refusent de crier victoire trop tôt. « On ne sait pas quels services vont rester ici. Sans compter que la réforme va supprimer tous les services les plus essentiels aux usagers dans le Morbihan », affirme un manifestant de la CGT. En attendant, les élus montrent les dents. Et peut-être leur action va permettre de limiter la casse. Après un vote ce lundi 16 septembre, en début d'après-midi, le mouvement de grève se poursuit mardi 17 septembre.

Une manifestation est prévue mercredi 18 septembre à Ploërmel, à 10h. Où ils seront, sans doute accompagnés par de nouvelles écharpes bleues, blanches, rouges. Un nouveau vote ensuite décidera s'ils poursuivent le mouvement mercredi.

Le réseau de la DGFIP pulvérisé dans le Morbihan

Début juin 2019, à grands renforts de publicité, le Ministre Darmanin et la DGFIP, après avoir laissé pendant des mois les agents dans l'incertitude la plus complète, dévoilaient enfin le projet de « géographie revisitée » du nouveau réseau de proximité des Finances publiques à l'horizon 2022.

Parallèlement, les «grands élus » recevaient un courrier leur présentant les nombreux avantages attendus de cette réforme profonde du réseau de la DGFIP en Morbihan et sur l'ensemble du territoire national.

Pour les néophytes (élus comme usagers) ce projet peut paraître attractif à la 1ere lecture avec l'affichage de multiples « points de contacts », dont certains nouveaux, qui ne sont en fait qu'une réimplantation sur des sites précédemment fermés. Mais en réalité, il sacrifie une administration au cœur du fonctionnement de l'État et des collectivités locales au travers de ses missions diverses :
gestion et contrôle des impôts nationaux et locaux avec notamment des services d'accueil pour les contribuables
gestion et contrôle des deniers publics indispensables à une véritable démocratie, notamment au plan local.

L'intersyndicale Finances Publiques du Morbihan : FO-Dgfip, CGT, CFDT et Solidaires sur le qui vive depuis plusieurs mois a tout de suite pris la mesure de ce projet destructeur qui allait mettre à mal tout le réseau DGFIP dans le Morbihan.
Une mobilisation sans pareil, à la hauteur des enjeux s'est très vite mise en place. Les syndicats des finances du Morbihan, ont très vite mobilisé leurs réseaux militants et engagés la contre-offensive. Fini le temps des vieilles rancœurs et des divergences, face aux menaces sans pareil sur les emplois et les missions, pour faire front commun, il n'est plus le temps de se chamailler, il faut faire bloc !
Tous les services de la DGFIP du Morbihan ont été visités par l'intersyndicale. Face à une désinformation des plus sournoise de la DGFIP, il nous est vite paru indispensable d'apporter à l'ensemble des collègues, les bonnes informations et les conséquences importantes tant professionnelles que privées qu'allaient engendrer les restructurations et suppressions de services.
Une mobilisation tout aussi importante a été également engagée à l'attention des élus du Morbihan : députés, sénateurs, pdt d'EPCI, maires à travers de nombreuses rencontres et audiences, et à travers également la communication d'une information objective et réaliste que la DGFIP s'est bien gardée de transmettre aux élus.

Afin de donner plus de poids à nos actions, chaque rencontre ou mobilisation avec les élus ou les personnels, chaque déplacement du directeur local (marqué à la culotte par l'intersyndicale) sur les différents sites a été suivie d'une conférence de presse. Ainsi sur la période juin/juillet ce ne sont pas moins de 26 articles qui sont parus dans la presse locale et régionale (l'ensemble des articles est consultable sur https://www.fo-dgfip-sd.fr/056/). Les élus, les usagers, parfois dubitatifs ont très vite compris ce qui se cachait en fait derrière la réforme du réseau DGFIP, qui sous couvert de plus de ruralité et de proximité, n'a comme seule ambition : la destruction d'emplois publics, le transfert de mission aux collectivités, ou au secteur commercial ou privé comme vient d'ailleurs de l'annoncer Darmanin, avec la transfert du recouvrement de certains qui sera prochainement effectué par les bureaux de tabac.

Contrairement à ce que le gouvernement affiche, les services déconcentrés de la DGFiP vont être réduits à une portion minimaliste. Si ce plan était mis en œuvre, le nombre d'implantations « réelles et pérennes» chuterait fortement, à titre d'exemple : plus de la moitié des Services des Impôts des Particuliers, Services des Impôts des Entreprises seraient ainsi supprimés (entre 50 et 60 %) sur l'ensemble du territoire national. Quant aux Services de Publicité Foncière et des actuelles trésoreries, leur nombre serait divisé par 3, complétés par des conseillers comptables.
Tout cela montre bien la volonté des pouvoirs publics d'en faire des services aux missions « allégées », privilégiant l'industrialisation des tâches et le tout numérique sur la relation de proximité.
Pour les usagers, la forte réduction du nombre de services territoriaux de la DGFiP aura de lourdes conséquences, telle que la fin de l'exercice plein et entier des missions sur l'ensemble du territoire d'où une perte en termes d'expertise, de qualité et de technicité des missions assurées par une haute conscience professionnelle, en toute équité, des agentes et des agents de la DGFiP, malgré des conditions de travail de plus en plus difficiles.
En contrepartie de ce recul brutal et inédit de la DGFiP, le Ministre pose de développer, pour les usagers, d'autres services d'accueil qui s'exerceraient en grande partie dans le cadre des Maisons France Services (MFS) ex MSAP.
Ces services tels qu'ils sont envisagés ne seraient pas des services de pleine compétence. Pour certaines démarches, il faudra bien se déplacer sur de longues distances et rejoindre des services très éloignés. Autrement dit, c'est bel et bien un service public «low cost» et sans aucune amélioration pour les contribuables qui va se mettre en place, si nous ne réagissons pas !

13 avril 2021 - COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'INTERSYNDICALE DES FINANCES PUBLIQUES DU MORBIHAN

Solidaires Finances Publiques, CFDT Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP

Un cluster au Centre des Finances Publiques de Ploërmel

L'intersyndicale des Finances publiques du Morbihan nous informe que 18 agents, appartenant aux 3 services du Centre des Finances Publiques de Ploërmel, ont été déclarés positifs à la Covid 19 depuis début avril.
L'intersyndicale est rapidement intervenue auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques pour que toutes les mesures soient prises en protection des agent-es et des usager-es.
L'intersyndicale dénonce des errements dans la mise en oeuvre des protocoles dans le traitement de ce cluster, notamment dans la prise en compte des cas contacts.
Les mesures préconisées par le gouvernement ont beaucoup de mal à se mettre en place au sein de l'administration des Finances Publiques du Morbihan.
L'ARS Bretagne a été prévenue très tôt par le CHSCT, mais aucune décision de fermeture du site n'a été prise rapidement laissant le virus se propager entre agents.
L'intersyndicale dénonce la culpabilisation constante des agent-es par la Direction Départementale, tentant de se dédouaner de ses responsabilités.
Alors que s'ouvre la campagne de déclaration d'impôt sur le revenu, l'intersyndicale regrette que les usagers n'aient pas été tenus informés par voie de presse de cette situation.
Un retour à la normale ne pourra être rétabli que très progressivement.

Le Ploërmelais

Covid-19 : à Ploërmel, l'intersyndicale monte au créneau après un cluster au centre des impôts

Depuis le début du mois d'avril 2021, dix-huit agents du centre des impôts de Ploërmel (Morbihan) ont été testés positifs à la Covid-19.

L'intersyndicale des finances publiques du Morbihan monte au créneau alors que dix-huit agents du centre des impôts de Ploërmel (Morbihan) ont été testés positifs à la Covid-19 depuis le début du mois d'avril 2021. (©Le Ploërmelais)

Par Rédaction Ploërmel Publié le 13 Avr 21 à 17:16

Dix-huit agents du **centre de finances publiques de Ploërmel (Morbihan)** positifs à la **Covid-19** depuis le début du mois **d'avril 2021**. Voilà la raison pour laquelle l'**intersyndicale** des finances publiques du Morbihan est montée au créneau **mardi 13 avril 2021**.

Intervenue rapidement auprès de la **Direction Départementale des Finances Publiques** afin que des mesures soient prises pour la protection des agents et des usagers, l'intersyndicale dénonce « des errements dans la mise en œuvre des protocoles dans le traitement de ce cluster. » Elle pointe notamment du doigt la prise en compte des **cas contacts**.

« Les mesures préconisées par le Gouvernement ont beaucoup de mal à se mettre en place au sein de l'administration des Finances Publiques du Morbihan », souligne l'intersyndicale.
Le site reste ouvert, le virus circule entre les agents

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) a rapidement prévenu l'**Agence Régionale de Santé Bretagne**, « mais aucune décision de fermeture du site n'a été prise rapidement », est-il précisé. En raison de cette situation, le virus a pu se propager entre les agents.
Dans son communiqué, l'intersyndicale dénonce également « la culpabilisation constante des agents », alors que la direction départementale tente de se dédouaner de ses responsabilités.

Selon les syndicats, « un retour à la normale ne pourra être rétabli que très progressivement » alors que s'ouvre la campagne de **déclaration d'impôt sur le revenu**.